

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### TotalEnergies savait, et n'a rien fait : Notre Affaire à Tous et 350.org demandent justice

Mercredi 20 octobre 2021 - Sous embargo jusqu'au 20 octobre à 03h

France - Dans un article publié aujourd'hui dans la revue académique internationale *Global Environmental Change*, trois historiens révèlent que les dirigeants et salariés de TotalEnergies (à l'époque Total et Elf) ont été avertis de la possibilité d'un dérèglement climatique sans précédent dû à la production de combustibles fossiles dès 1971, et documentent comment la multinationale a consciemment mis en place, au cours de ces 50 dernières années, différentes stratégies de fabrication du doute autour de l'urgence climatique afin de discréditer la science, et empêché par un lobbying féroce toute forme de régulation de leurs activités, tout en continuant à développer massivement et presque exclusivement les énergies fossiles. Pour mettre en lumière ces révélations, les associations Notre Affaire à Tous et 350.org lancent une campagne de mobilisation et exigent des décideurs publics de tenir la multinationale responsable et des institutions financières de cesser de la financer.

**Pour les associations 350.org et Notre Affaire à Tous :** *“Ces révélations apportent les preuves que TotalEnergies et les autres majors pétrolières et gazières ont volé le temps précieux d'une génération pour enrayer la crise climatique. Les conséquences désastreuses du dérèglement climatique que nous vivons actuellement auraient pu être évitées s'il y a 50 ans dans une salle de réunion, des dirigeants n'avaient pas calculé sciemment que quelques décennies de profits supplémentaires valaient davantage.”*

#### **TotalEnergies change de nom, mais pas de stratégie**

La mise en évidence des stratégies utilisées par Total depuis 50 ans pour retarder l'action climatique montre que la priorité de la multinationale a toujours été la protection quoi qu'il en coûte de leurs profits, même si cela doit impacter de manière irréversible les sociétés humaines et les écosystèmes. Alors que leurs dirigeants savaient qu'une fois que les effets du dérèglement climatique seraient mesurables ils seraient irréversibles, Elf et Total ont continué à soutenir une stratégie du doute offensive dans les années 1990 dans le but de contrer toute régulation de la production d'énergies fossiles.

Aujourd'hui encore, TotalEnergies compte toujours augmenter ses capacités de production et développe de nouveaux projets dévastateurs dans des régions protégées, comme les projets EACOP en Afrique de l'Est ou encore Arctic LNG2. Avec le soutien des acteurs financiers, en 2030, les combustibles fossiles représenteront encore plus de 80% des investissements du groupe. **Selon Clémence Dubois, responsable France pour 350.org :** *“Le développement intensif de nouveaux projets pétroliers et gaziers est une déclaration de guerre contre l'humanité. La poursuite d'investissements massifs pour développer de nouveaux gisements de pétrole et de gaz dans les années à venir finira par*

*coûter des millions de vies. Du monde entier, nous lançons un appel aux banques et aux institutions financières : il est temps de couper les vivres à Total.”*

**Gouvernements et acteurs financiers doivent contraindre TotalEnergies à s’aligner sur les recommandations du GIEC en cessant de développer de nouveaux projets fossiles.**

Alors que les négociations de la COP26 s’ouvrent dans quelques semaines, ces révélations soulignent l’urgence pour les gouvernements d’abandonner la stratégie d’engagement volontaire des industries fossiles pour opérer la transition énergétique, mais au contraire qu’ils imposent de manière contraignante le respect des objectifs de l’Accord de Paris. **Selon Justine Ripoll, responsable de campagnes de Notre Affaire à Tous** : *“Le droit et la justice se montrent de plus en plus efficaces pour créer un cadre contraignant les multinationales à respecter leurs engagements climatiques, comme le démontre le cas de Shell aux Pays-Bas. Mais nous devons être vigilants : ces lois sont attaquées de manière constante, comme nous le voyons actuellement avec la loi sur le devoir de vigilance qui risque d’être affaiblie demain par les parlementaires, de leur propre aveu sous la pression des lobbys des grandes entreprises”*.

Ces pratiques de lobbying auprès des pouvoirs publics, pour faire primer les intérêts des multinationales sur le futur des populations et de la planète ne sont pas récentes. L’article des chercheurs mentionne par exemple le rapport interne d’Elf en 1992 qui se félicite de la mise en échec récente de l’écotaxe, grâce au travail de lobbying réalisé auprès « *d’interlocuteurs directs avec les cabinets ministériels et les administrations en France et auprès de la Communauté économique européenne* ». Il est impératif que le Parlement se saisisse de ces révélations en lançant une commission d’enquête, pour faire toute la lumière sur la manière dont les décisions climatiques des pouvoirs publics ont été prises durant toutes ces décennies. TotalEnergies doit être tenue responsable pour les pertes et les dommages causés par sa décision d’ignorer les alertes scientifiques depuis 50 ans et mettre toutes ces ressources à disposition d’une transition énergétique réelle et immédiate de ces activités.

Afin de mettre la lumière sur les agissements de TotalEnergies depuis 1971, permettre aux citoyen-nes de passer à l’action, et faire pression sur les acteurs publics et financiers en position d’imposer la transition climatique à TotalEnergies, Notre Affaire à Tous et 350.org ouvrent un front commun sur le site [www.totalment.fr](http://www.totalment.fr).

## **CONTACTS PRESSE**

**Notre Affaire à Tous** : Justine Ripoll, Responsable de campagnes  
[justine.ripoll@notreaffaireatous.org](mailto:justine.ripoll@notreaffaireatous.org) / 06 42 21 37 36

**350.org** : Clémence Dubois, Responsable France  
[clemence@350.org](mailto:clemence@350.org) / 06 42 71 31 75